



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# **Révision Zonage médecins - 2025**

## **Présentation DDARS**

**ARS IDF – Pôle RHS – Service démographie et études - 2025**

# La loi Valletoux : 38 mesures

Focus sur les principales mesures de cette loi :

- ▶ **Article 2** : création d'un délai de 10 ans pour un médecin avant qu'il ne soit à nouveau éligible aux exonérations fiscales et aux aides à l'installation
- ▶ **Article 3** : extension à l'ensemble du territoire de l'expérimentation sur la rédaction des certificats de décès par les infirmiers.
- ▶ **Article 5 : actualisation des zonages relatifs à la démographie des professionnels de santé tous les 2 ans et concertation des Conseils Territoriaux en Santé (CTS).**
- ▶ **Article 7** : création d'un préavis de départ (6 mois avant la cessation d'activité) auprès de l'ARS et de l'Ordre pour les professionnels libéraux conventionnés ainsi que pour les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes salariés en centre de santé.
- ▶ **Article 11** : facilitation pour les DG ARS de fermer les centres de santé déconventionnés par une CPAM.
- ▶ **Article 15** : création d'un statut d'infirmier référent, responsable de la coordination du parcours de soins et du suivi des patients souffrant d'une ALD.
- ▶ **Article 20** : extension du contrat d'engagement de service public (CESP) aux étudiants en maïeutique et en pharmacie et ouverture dès la fin de la deuxième année du premier cycle d'études en santé, pour toutes les filières concernées
- ▶ **Article 21** : extension des indemnités de logement et de déplacement versées par les collectivités territoriales à l'ensemble des étudiants de 3ème cycle de médecine générale, de chirurgie dentaire ou de toute autre spécialité, lorsqu'ils effectuent leurs stages dans une zone déficitaire en matière d'offre de soins.

# Les concertations obligatoires pour prendre un arrêté de zonage :

## Direction générale de l'offre de soins

### Article R1434-42 code santé publique

Les arrêtés du directeur général de l'agence régionale de santé mentionnés au I de l'article R. 1434-41 sont pris après concertation avec les représentants de chaque profession de santé concernée siégeant au sein de l'union régionale des professions de santé et après avis de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, **qui se prononce dans un délai de deux mois** à compter de la réception de la demande d'avis. En l'absence d'avis émis au terme de ce délai, l'avis de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie est réputé rendu.

### ❖ Les concertations obligatoires pour prendre un arrêté de zonage :

	MG	CD	MK	SF	ORTHO	IDE
<b>UNION RÉGIONALE DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ</b> Article R. 1434-41 du CSP.	<b>OBLIGATOIRE</b> Ces concertations peuvent être menées de manière concomitante.					
<b>CONSEILS TERRITORIAUX DE SANTÉ</b> Article L. 1434-4 du CSP : Nouveauté de la Loi Valletoux.						
<b>COMMISSION PARITAIRE RÉGIONALE</b> La sollicitation de cette instance varie selon le cadre conventionnel de la profession concernée.	<b>FACULTATIVE</b> L'avis de la CPR doit être sollicité uniquement si l'ARS souhaite mobiliser sa marge de manœuvre régionale, et uniquement pour les professions concernées.					
	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
<b>CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DE L'AUTONOMIE</b> Article R. 1434-41 du CSP.	<b>OBLIGATOIRE</b> L'avis de la CRSA est généralement sollicité en dernier lieu, préalablement à la signature de l'arrêté par le/la DG ARS.					

La CRSA se prononce en dernier dans le cadre des concertations

# Décret n° 2025-231 du 12 mars 2025 relatif aux aides financières à l'installation des professionnels de santé

- Objectif du décret : Lutter contre le nomadisme médical en limitant les aides à l'installation pour les professionnels de santé.
- Conditions d'éligibilité : Un professionnel de santé ayant déjà bénéficié d'une aide à l'installation ne peut en recevoir une nouvelle pour la même catégorie qu'après un délai de dix ans, que ce soit dans la même zone ou dans une autre zone sous-dense.
- Le délai commence à partir de la signature de la convention pour la première aide et s'applique, peu importe l'emplacement de la nouvelle installation.
- Lors de la demande d'une nouvelle aide, le professionnel de santé doit fournir une attestation sur l'honneur confirmant le respect du délai de dix ans.
- Ce décret s'applique à l'article 2 de la loi n° 2023-1268 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels de santé.
- Entrée en vigueur : Le décret est entré en vigueur le lendemain de sa publication, le 12 mars 2025.

# Méthodologie

# Critères

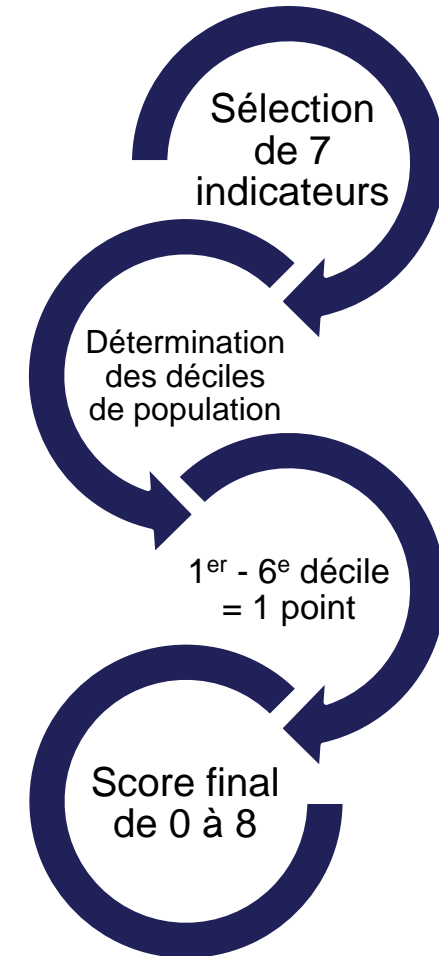
- Même méthodologie qu'en 2022
- 7 indicateurs
  - 2 critères reposant sur les **caractéristiques de la population de chaque territoire** avec les **caractéristiques sociales** (Indicateur de Développement Humain 2021, un outil d'évaluation du développement humain en Île-de-France qui réunit trois dimensions : santé, éducation, revenu) et la **morbidité** (part des affections de longue durée – ALD) ;
    - 5 critères qui recouvrent, de manière fine, la **situation des médecins**, avec la densité des médecins généralistes par territoire, l'évolution des effectifs, la dynamique d'installation, l'âge des médecins généralistes et la densité des médecins spécialistes en accès direct.
- Maille géographique :
  - **Unité territoriale** : Territoire de Vie Santé (TVS) = commune ou regroupement de communes
  - Arrondissements pour Paris
  - Quartier prioritaire Politique de la Ville (QPV)

# Indicateurs et score

## 7 indicateurs :

- Caractéristiques sociales (1) : **IDH2 – 2021 (coefficient 2)**
- Morbidité (1) : **% population ALD**
- Démographie médicale (5) :
  - **Densité MG** : nb MG /10 000 habitants
  - **Evolution effectifs MG** 2022 - 2024
  - **Dynamique d'installation** : % primo-installations en libéral (2022-24) / nb de MG 2022
  - **Age des médecins** : % de MG  $\geq$  62 ans
  - **Densité de spécialistes** : nb méd. spécialistes accès direct\*/10 000 habitants

- 0 à 1 point ➔ Autres zones
  - 2 à 3 points ➔ ZAC
  - 4 à 6 points ➔ ZIP
  - 7 à 8 points ➔ ZIP renforcée
- 
- Source : SNDS – 2022 - 2024



# Éléments comparatifs zonage 22/révision 25

Évolution du zonage entre 2022 et 2025 avec les mêmes critères

- Résultats encourageants : en appliquant la même méthodologie du zonage médecins de 2022 au zonage médecins 2025, la part de la population résidant en ZIP/ZIP+ passe de 62,4% à 54%
- Point d'attention : attendu du cadre réglementaire = 62,1% population en ZIP

❑ Objectifs plancher de l'arrêté 2025:

- ❑ ZIP : 62,1% (en 2022 : 62,4%)
- ❑ ZAC : 24,6% (en 2022 : 33,9%)
- ❑ AZ : 13,3%

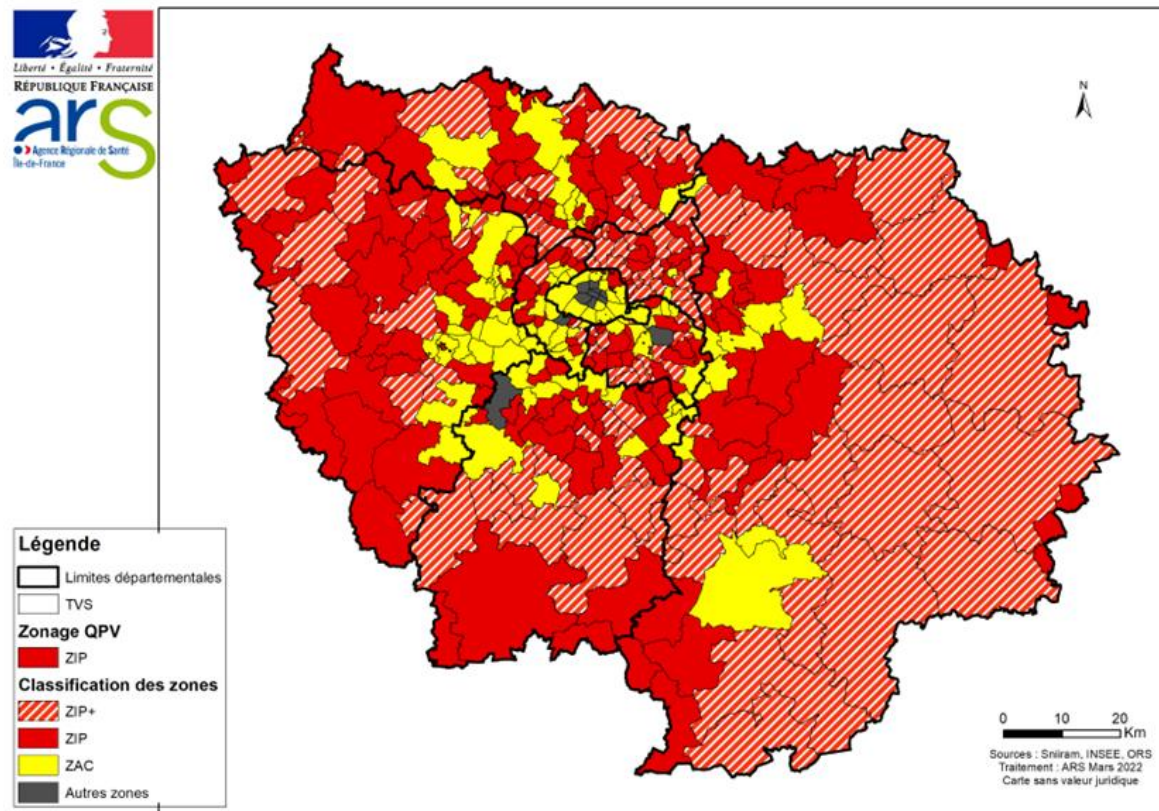
❑ Modification des critères pour atteindre l'objectif populationnel de l'arrêté :

➤ Évolution des déciles pour 5 variables :

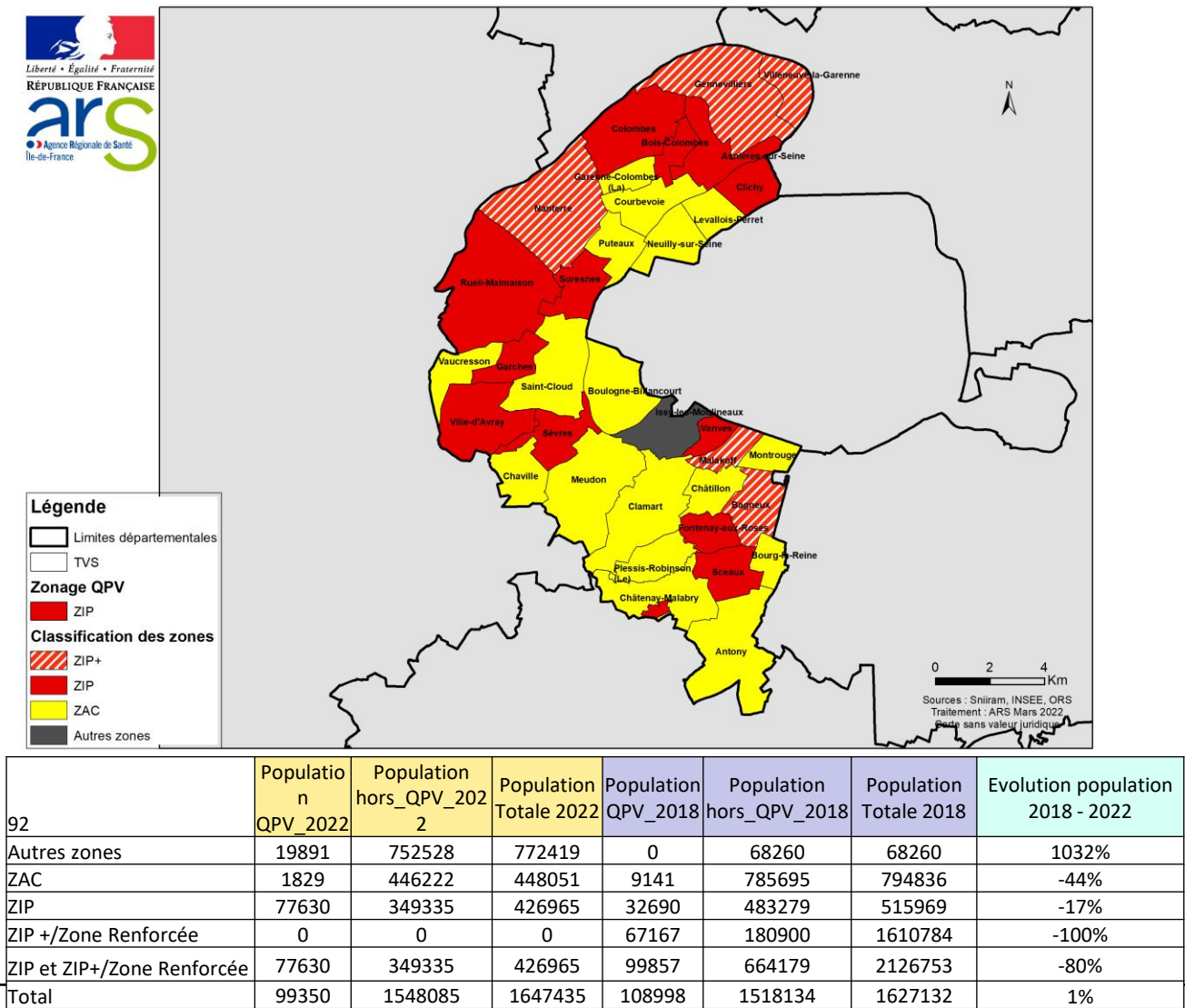
- IDH2 : inférieure au 65e centile (ce qui correspond à une position entre le 6e et le 7e décile), c'est-à-dire une valeur en dessous de laquelle se trouvent 65 % des données de l'échantillon. (en 2022 : IDH2 : inférieure ou égale au 6e décile)
- ALD : supérieur ou égal au 6e décile (en 2022 : supérieur ou égal au 5e décile)
- Évolution des MG : inférieur au 6e décile (en 2022 : inférieur ou égal au 6e décile)
- Densité de MG : inférieure ou égale au 6e décile
- Primo-installation : inférieure ou égale au 6e décile
- Part de MG âgés de 62 ans et plus : supérieure ou égale au 6e décile (en 2022 : supérieure ou égale au 5e décile)
- Densité du premier recours : inférieure au 6e décile (en 2022 : inférieur ou égal au 6e décile)

# Zonage 2022

Zonage 2022 (62,4% de la population en ZIP)

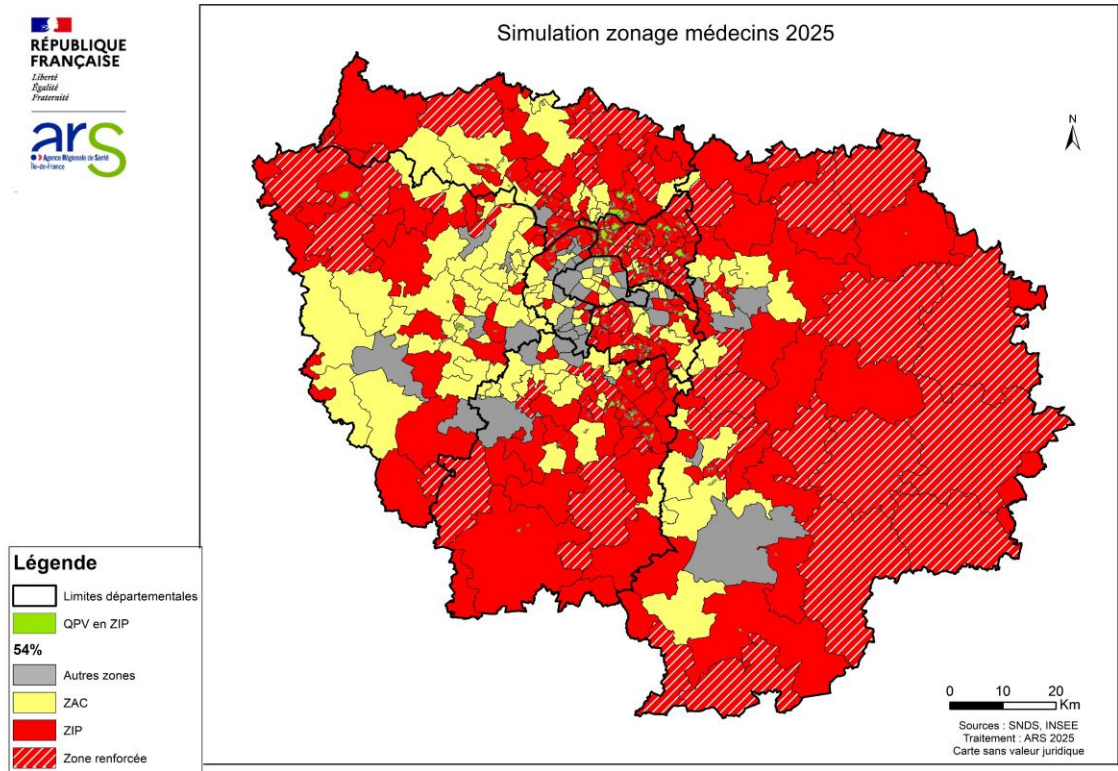


Zonage 2022	Nombre de TVS	% de population
ZIP/ZIP+	243	62,5%
ZAC	110	33,8%
Autres zones	11	3,7%
Total général	364	100%



# Simulation zonage 2025

Simulation Zonage (54,8% de la population en ZIP)



Zonage 2025 (54%)	Nombre de TVS Zonage 2025	Nombre de MSU	Nombre de CDS	Nombre de MSP
Autres zones	42	293	256	42
ZAC	83	284	159	21
ZAC QPV en ZIP	32	252	171	45
ZIP	145	538	445	99
Zone renforcée	62	154	178	19
Total général	364	1521	1209	226